



Déclaration FSU CDEN du 11/04/2011

La FSU déplore le retard pris dans l'étude de la carte scolaire du 1er degré pour des raisons bassement politiciennes, et trouve inadmissible que l'Éducation Nationale soit ainsi instrumentalisée.

16000 suppressions d'emplois sont encore programmées au budget 2011 de l'Éducation Nationale, c'est plus de suppressions que tous les licenciements dans la métallurgie au cours des années 80.

En Haute-Marne, -18 postes sont annoncés dans le premier degré, mais en réalité, ce sont -39, puisque 21 postes de professeurs stagiaires sont aussi supprimés. À 18 fermetures de classes, 6 fermetures d'écoles, s'ajoute la valse des postes RASED. Toujours en nombre insuffisant, on préfère les déplacer d'une année sur l'autre plutôt que d'en créer pour répondre aux besoins.

Dans le second degré ce sont 11 postes qui seront supprimés pour la perte de 76 élèves (constat 2010 et prévisions 2011) : une division en segpa supprimée avec 4 élèves de plus, 10 divisions en collèges après les 13 de l'an passé. Cela va considérablement augmenter la taille des classes : classes à 28 en collèges, classes à 35/36 en lycées : c'est insupportable autant pour les élèves que pour les enseignants.

Malgré tout, on nous affirme que nous sommes bien lotis, que nous travaillons dans de bonnes conditions. Nous qui sommes sur le terrain n'avons pas la même vision des choses ! Alors regardons les chiffres : la Haute-Marne c'est :

- 56,3% de catégories socioprofessionnelles défavorisées contre 45,2% au plan national,
- un taux de chômage supérieur de 9,9% contre 9,1%,
- un pourcentage de population en zone rurale de 46,4% contre 38,8%
- un rural isolé de 18,1% contre 12,6%
- et une densité d'enfants au km² de 5,1% contre 21,1% au niveau national.

Mais tout va bien selon notre ministre. Il s'occupe du remplacement des collègues absents... en passant par pôle emploi. Il crée un internat d'excellence... pour une poignée de lycéens dont 1/3 seulement sont issus de milieux défavorisés, tandis que les autres s'entasseront dans des classes surchargées. Il s'attache tout particulièrement à l'enseignement des langues... et les postes d'intervenants en primaire sont supprimés. Il est très ferme sur la violence scolaire... et le nombre d'adultes dans les établissements ne cesse de diminuer. Il lance la réforme des lycées... mais sans moyens supplémentaires. Il claironne ses vœux pieux « d'égalité des chances, de réussite scolaire » tout en amplifiant la dégradation des conditions d'étude... Il envoie dans les classes des jeunes stagiaires sans aucune formation pratique, comme si enseigner n'était pas un vrai métier... Mais si notre ministre refuse de voir la réalité, se cantonne à des effets d'annonces, de la « com » et reste sourd aux revendications des personnels et des parents d'élèves, ceux-ci ne sont pas dupes et constatent chaque jour, sur le terrain, que les conditions d'apprentissages se dégradent.

Même le centre d'analyse stratégique (CAS), organisme rattaché à Matignon constate qu'avec 6,1 enseignants pour 100 élèves ou étudiants notre pays est celui qui possède le plus faible nombre de professeurs par élève parmi les trente quatre membres de l'OCDE.

Nous dénonçons haut et fort ce gouvernement qui sape les fondements du service public d'éducation, qui creuse les inégalités et qui crée une véritable école ségrégative, à 2 vitesses.

Nous dénonçons également tout ceux qui appliquent avec zèle et volontarisme cette politique budgétaire et éducative, qui, de plus, prévoit sans aucune concertation, de regrouper dans un avenir proche, écoles et collèges, avec tout ce que cela impliquera comme nouvelles charges pour les communes et les intercommunalités et donc pour les contribuables .

La FSU considère que toutes ces orientations sont inacceptables. Elle propose un autre projet d'École, plus juste, plus égalitaire, et véritablement ambitieux pour tous les élèves, pour tous les jeunes de ce pays.